

# Soutien aux étudiants en lutte contre la LRU (Loi Péresse)

Les étudiants se battent maintenant depuis plus de deux mois contre la "loi relative aux libertés et aux responsabilités des universités" (LRU). Cette loi donne à l'université la possibilité de gérer ses ressources financières, matérielles et humaines. Les contrats du personnel administratif et enseignant deviennent dépendant de la volonté du président de l'université. L'entreprise rentre à l'université par une double porte : celle du financement mais aussi celle de la gestion avec l'admission au conseil d'administration de personnes extérieures à l'université, dont au moins un chef d'entreprise. Simultanément, l'université s'éloigne des étudiants en les privant de la moitié de leurs places au conseil d'administration. Une université en concurrence avec d'autres, financée par des fonds privés et gérée par un Président qui ressemble à s'y méprendre à un PDG : l'université sous et à la botte des entreprises.

Cette loi est dans la logique actuelle du gouvernement qui, sous couvert de réformes politiques, réalise des ajustements par le bas du système actuel. Ces ajustements répondraient aux transformations économiques mondiales. Rien ne peut plus échapper à l'économie dévorante, même pas le savoir et l'éducation. Nous revendiquons une résistance à l'hégémonie du "tout marchand" en défendant une université libre, gratuite, ouverte à

tous, critique et populaire.

Nous revendiquons également une résistance globale au système d'attaques gouvernementales contre le service public. Nous sommes en présence de deux choix de société bien distincts : d'un côté une logique de service public qui permet la solidarité ; de l'autre une logique libérale favorisant la compétition entre les individus. « prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! » écrivait Denis Kessler, ex N°2 du MEDEF, le 4 Octobre 2007.

C'est contre cette optique que Solidaires appelle à joindre toutes les luttes sociales actuelles. Elles ont les mêmes objectifs de protection du service public et de nos acquis. Les franchises médicales comme la LRU, mais aussi la réforme des retraites, de la justice, ou du code du travail, les suppressions massives de poste dans l'éducation nationale vont dans le même sens, celui de l'appauvrissement des faibles et de l'enrichissement des puissants.

Pour des institutions au service de la vie , (culture, éducation, santé) et des entreprises publiques au service du pays (transport, communication, énergie, information).

Rien n'est à vendre, tout est à reconquérir !

L'Union Syndicale *Solidaires Rhône* soutient activement le combat des étudiants au même titre qu'elle participe à la lutte des cheminots et de la fonction publique sous une même bannière de défense de nos conquêtes sociales, de lutte contre les inégalités et de justice sociale.

L'Union Syndicale *Solidaires Rhône* dénonce la confusion entretenue par des relais politiques, financiers et médiatiques, qui font passer les acquis sociaux pour des privilèges à remettre en cause, afin de mieux passer sous silence les vrais privilèges d'une petite frange de la population : héritages non imposés, rentes, parachutes dorés, stock-options, salaires démesurés, et encore 15 milliards de cadeaux fiscaux cet été... Il est grand temps de se révolter contre les privilégiés et contre les inégalités.

Union  
syndicale  
**Solidaires**  
Rhône